

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 17 novembre 2025



Demain mardi 18 novembre : tous mobilisés contre la précarité énergétique !

Pour la 5e année consécutive, 19 organisations impliquées dans la prévention de la précarité énergétique, la lutte contre l'exclusion et le réchauffement climatique appellent à se mobiliser pour rendre ce fléau plus visible et y sensibiliser le plus grand nombre.

Car la situation est loin de s'améliorer. Les derniers chiffres montrent qu'en 2025, 35% des Français ont déclaré avoir souffert du froid dans leur logement, alors qu'ils n'étaient que 14% en 2020. 36% ont eu des difficultés pour payer leurs factures d'énergie contre 28% l'an dernier. Mais la précarité énergétique peut aussi être une conséquence de la chaleur, un phénomène qui a concerné un Français sur deux cette année. Autre indicateur alarmant : 1,2 million d'interventions pour impayés d'énergie ont été comptabilisées, correspondant à des réductions de puissance ou des coupures de gaz et d'électricité, soit une hausse de 20% en un an et un doublement en 5 ans.

Mais en dépit de tous ces indicateurs, le gouvernement ne paraît pas mesurer la gravité de la précarité énergétique en France. Et ce sont les coupes budgétaires que les organisations qui portent la journée de mobilisation du 18 novembre souhaitent dénoncer cette année.

La crise énergétique consécutive à la guerre en Ukraine est passée, pourtant les prix de l'énergie n'ont pas baissé et de plus en plus de ménages peinent à s'acquitter de leurs factures. Les boucliers tarifaires ont pris fin, les chèques énergie exceptionnels n'ont plus été distribués et le chèque énergie habituel a été envoyé avec 6 mois de retard. Et pour 2026, il perd 225 millions d'euros, soit un quart de son budget !

4,2 millions de logements sont des passoires thermiques (classes F et G) et les voltefaces concernant MaPrimeRénov' impactent négativement les ménages précaires. Avec la réforme impulsée en 2024, un foyer très modeste en passoire thermique pouvait percevoir jusqu'à 63 000 euros d'aides pour rénover son logement. On tendait enfin vers un reste-à-charge zéro, condition essentielle à une sortie durable de la précarité énergétique. Mais la réforme à peine lancée, le budget de MaPrimeRénov' baissait déjà d'1 milliard d'euros en 2025 et devrait encore perdre 500 millions d'euros en 2026. Conséquence de ce moindre budget, les barèmes ont aussi été réduits : ce même foyer très modeste n'est maintenant éligible qu'à 32 000 euros d'aides maximum.

Si les logements sociaux sont moins souvent des passoires thermiques que les logements privés, leurs habitants sont plus à même d'être en précarité énergétique en raison de plus faibles revenus. Alors qu'il est essentiel que les bailleurs sociaux aient les moyens de produire des logements performants énergétiquement et de rénover l'existant, les gouvernements successifs n'ont cessé de couper leurs financements. Au congrès HLM de 2023, la promesse avait été faite de dédier 1,2 milliard d'euros sur 3 ans à la rénovation énergétique du parc social. Les 400 millions annuels se sont transformés en 200 millions, qui ont finalement été gelés. Et dans le budget 2026, il ne reste aucun financement dédié à la rénovation énergétique du parc social !

L'inaction a des coûts sociaux (impact sur la santé, la scolarité...) et environnementaux considérables. Il y a donc urgence à sensibiliser le grand public et à interpeller les élus et décideurs sur le drame qu'est la précarité énergétique. C'est tout l'objectif de la journée du 18 novembre.

Le programme complet des 180 événements organisés à travers la France est à découvrir [ici](https://www.journee-precarite-energetique.fr).

Télécharger le dossier de presse

www.journee-precarite-energetique.fr

